



ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION RETRAITES ET SOLIDARITE
6 place des Citernes
33059 Bordeaux cedex

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHE DE TRAVAUX

TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE LIMITEUR D'OUVERTURE SUR FENETRES

N° 20245358

Cahier des Clauses Techniques Particulières

SOMMAIRE

1 - GENERALITES	3
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 - ETENDUE DES OUVRAGES	3
1.3 - DESCRIPTION DU PATRIMOINE	3
1.4 - ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	3
1.5 - NORMES ET REGLEMENTS A APPLIQUER	4
2 – DESCRIPTIONS TECHNIQUES	4
2.1 – DESCRIPTIF DU COMPAS LIMITEUR D’OUVERTURE	4
2.2 – DESCRIPTION DES FENETRES	5
2.3 - LA FOURNITURE ET POSE	5
2.4 – PRECONISATION D’ENTRETIEN	5
3 - MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	5
3.1 – PREPARATION DES PRESTATIONS	5
3.1.1 - CONNAISSANCES DES LIEUX	5
3.1.2 - DEMARCHES ET AUTORISATIONS	5
3.2 - LIVRAISON ET STOCKAGE DES MATERIAUX ET MATERIELS	6
3.3 -REALISATION DES TRAVAUX	6
3.3.1 - ORGANISATION DU CHANTIER	6
3.3.2 - PROTECTION ET NETTOYAGE DES LOCAUX ET INSTALLATIONS	7
3.3.3 - MODIFICATIONS DES TRAVAUX SANS AUTORISATION DE LA CAISSE DES DÉPÔTS	7
3.4 – RECEPTION DES TRAVAUX	7
3.5 - GARANTIES	8
3.6 - OUTILLAGE	8
3.7 - REGLES DE SECURITE	8
3.8 - PERSONNEL DU TITULAIRE	9
3.8.1 - PERSONNEL D’INTERVENTION	9
3.8.2 - VETEMENT DE TRAVAIL	10
4 – HORAIRES D’INTERVENTION	10

1 - Généralités

1.1 - Objet du marché

Le présent marché concerne les prestations de fourniture et mise en place de limiteur d'ouverture sur le site d'Amédée Saint-Germain.

L'objectif principal est de garantir la sécurité des occupants tout en permettant une ventilation mécanique des espaces.

Le résultat attendu devra respecter les aspects suivants :

- **Sécurité** : Limiter l'ouverture des fenêtres pour prévenir les risques de chute tout en permettant un désenfumage naturel de façade à façade, conformément à la réglementation qui régit les lieux de travail, afin de garantir la sécurité des occupants.
- **Confort** : Assurer une ventilation mécanique efficace des espaces pour maintenir une qualité de l'air intérieur optimale.
- **Esthétique** : Ferrure invisible

1.2 - Etendue des ouvrages

Les travaux et prestations à exécuter au titre du présent marché consistent à réaliser la fourniture et pose des limiteurs d'ouverture sur

- 646 fenêtres intérieurs (AWS 60),
- 1 065 fenêtres sur faces extérieurs (FWS 50OB)

La prestation inclue également la dépose de 106 poignées sur les ouvrants de désenfumage naturelle.

1.3 - Description du patrimoine

Les immeubles concernés, par le présent marché, sont les suivants :

- Établissement Amédée Saint-Germain : immeuble de bureaux bâtiment CDC (30 260 m² dont 3 353 m² de parking), bâtiment Imagin Office (6180 m²), hors rez-de-chaussée.

1.4 - Engagements du TITULAIRE

Le TITULAIRE est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

Le TITULAIRE sera toujours tenu de mener à leurs complets achèvements, toutes les prestations décrites dans le présent document, y compris celles non décrites mais faisant partie intégrante ou nécessaire au complet achèvement de l'ouvrage pour sa parfaite utilisation.

Il est entendu que le TITULAIRE doit suppléer par ses connaissances techniques et professionnelles aux détails qui pourraient être omis dans le présent document.

Le TITULAIRE a obligation de communiquer aux représentants de la Caisse des Dépôts tous défauts de conformité des ouvrages relevant ou non de sa prestation mais dont il prendrait connaissance lors de l'exécution des travaux.

Les obligations de résultat priment sur les obligations de moyens, le TITULAIRE ne pourra en aucun cas s'appuyer sur les obligations de moyens pour justifier un manquement aux obligations de résultats.

1.5 - Normes et règlements à appliquer

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art, avec du matériel de qualité reconnue.

L'ensemble des travaux sera exécuté conformément :

- aux prescriptions du présent document,
- au CCAP,
- à tous les décrets, arrêtés, règlements, normes et DTU en vigueur à la date de la soumission et notamment :
 - Norme NF P01-012 :
 - Concerne les dispositifs de sécurité pour les fenêtres afin de prévenir les chutes.
 - Spécifie les exigences de performance et de sécurité pour les compas limiteurs d'ouverture.
 - Norme EN 13126-5 :
 - Spécifie les exigences et méthodes d'essai pour les ferrures de fenêtres et portes-fenêtres.
 - Inclut les exigences pour les compas limiteurs d'ouverture.

2 – Descriptions techniques

2.1 – Descriptif du compas limiteur d'ouverture

Le compas limiteur d'ouverture doit être compatible aux fenêtres de la gamme SHUCO mis en place sur notre site et doit se composer de la manière suivante :

Bras de Compas :

Pièce principale en acier inoxydable ou en aluminium qui permet de contrôler l'ouverture de la fenêtre avec longueur ajustable.

Articulations :

Points de pivot permettant le mouvement contrôlé du bras de compas, robuste et résistant à l'usure.

Limitation de l'angle d'ouverture par butée de fin de course.

Système de d'ouverture :

Mécanisme permettant l'ouverture de la fenêtre entre 10 et 50cm maximum. Une graduation serait un plus dans le mécanisme (exemple : 15 cm, 25 cm, ...).

2.2 – Description des fenêtres

Façade intérieure :

Référence châssis ouvrant façade intérieure : AWS 60 ou AWS60 BD

Marque : SCHUCO

Quantité : 646 unités

Façade extérieure :

Référence châssis ouvrant façade extérieure : FWS 50 OB

Marque SCHUCO

Qté : 1 065

Pas de fiche technique disponible

2.3 - La fourniture et pose

Toutes les opérations de fournitures et poses incluent toutes les petites fournitures et consommables nécessaires à la bonne réalisation de la prestation.

2.4 – Préconisation d'entretien

Le Titulaire devra fournir les préconisations d'entretien pour conserver le matériel en parfait état de fonctionnement.

3 - Modalités d'exécution des prestations

3.1 – Préparation des prestations

3.1.1 - CONNAISSANCES DES LIEUX

Le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Le TITULAIRE ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

3.1.2 - DÉMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra au TITULAIRE d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc, nécessaires à la réalisation des travaux.

3.2 - Livraison et stockage des matériaux et matériels

Le TITULAIRE a en charge la totalité de la prestation relative à la livraison des matériaux et matériels jusqu'à leur mise en œuvre.

Cette prestation inclut :

- la commande auprès du fournisseur,
- les frais relatifs au transport des marchandises sur le site,
- la réception sur le chantier des marchandises,
- le stockage et la protection des marchandises sur le chantier,
- la manutention des marchandises jusqu'au lieu de mise en œuvre.

Le TITULAIRE s'assure que les matériaux et matériels commandés et livrés sont conformes aux spécifications du marché. Il s'assure également que les conditions de stockage soient convenables et ne risquent pas d'engendrer de dégradations.

Pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations et jusqu'à la réception de l'ouvrage, le TITULAIRE doit protéger ses matériels, outillages et biens, même terminés contre le risque de vol, de détournement, de dommages, de dégradations et d'usage non conforme. En particulier, il fera son affaire de la protection de ses stocks de matériaux, matériels, ingrédients, outillages, instruments.... contre tout risque (corrosion, intempéries, déformations....). Cette disposition signifie entre autres que tout vol ou dégradation ne pourra être imputé à la Caisse des Dépôts.

Le TITULAIRE doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour identifier son matériel.

Pour toute livraison sur le chantier, le TITULAIRE doit respecter les règles existantes sur le site. Il est l'unique responsable des marchandises qui sont livrées à son attention, notamment pour la concordance entre sa commande et les marchandises livrées.

3.3 -Réalisation des travaux

3.3.1 - ORGANISATION DU CHANTIER

Dans son organisation du chantier, le TITULAIRE doit prendre en compte le fait que le bâtiment est en exploitation. Ce point concerne notamment les conditions d'interventions dans les locaux (consignes, horaires d'interventions) ainsi que les interférences avec l'exploitation normale du bâtiment.

Les travaux doivent engendrer le moins possible de gêne auprès des occupants, notamment pour le bruit ou par l'entrepôt de matériels ou matériaux.

Le TITULAIRE s'engage à :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel,
- assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché, soit parfaitement remplie,
- se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent.

3.3.2 - PROTECTION ET NETTOYAGE DES LOCAUX ET INSTALLATIONS

Le TITULAIRE s'engage à ses propres frais :

- avant tout travaux de protéger les sols, murs, mobiliers matériaux et matériels se trouvant à proximité de sa (ses) zone(s) de ses interventions
- la remise en état des biens qu'il aurait pu dégrader pendant ses prestations et les frais éventuellement engagés pour pallier la défaillance qu'il a engendrée La Caisse des Dépôts peut, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, faire exécuter aux frais du TITULAIRE tous les moyens qu'il juge bons pour réaliser une protection convenable de l'existant.
- à maintenir en parfait état de propreté son chantier. Cette disposition concerne notamment l'enlèvement quotidien des déchets et à l'évacuation des matériels, matières et équipements usagés conformément à la réglementation en vigueur. Si tel n'est pas le cas, la Caisse des Dépôts pourra aux frais du TITULAIRE procéder au nettoyage par un tiers. Le TITULAIRE instruit son personnel de façon à ce que celui-ci ne salisse pas les zones situées à proximité ou sur le parcours des locaux où il intervient.
- à restituer en fin de chantier en parfait état de propreté et d'état ses installations et celles avoisinantes. Si tel n'est pas le cas, la Caisse des Dépôts pourra aux frais du TITULAIRE procéder au nettoyage et à la remise en état par un tiers.

Le TITULAIRE est responsable de toutes les installations sur lesquelles il est intervenu, tant d'une façon partielle que sur l'ensemble de celles-ci. En d'autres termes, toutes les installations, après intervention, doivent être en parfait état de fonctionnement et de sécurité et avoir, si cela doit être, un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

Le TITULAIRE est seul responsable de l'évacuation de ses déchets et de l'éventuelle revalorisation. En aucun cas, le TITULAIRE utilise la filière de la Caisse des Dépôts pour l'évacuation des déchets.

3.3.3 - MODIFICATIONS DES TRAVAUX SANS AUTORISATION DE LA CAISSE DES DÉPÔTS

Toute modification entreprise par le TITULAIRE sans autorisation de la Caisse des Dépôts peut entraîner les démolitions, corrections, reprises nécessaires à l'exécution de la commande à ses frais et risques et ce, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant résulter de l'incidence de cette modification sur la qualité finale de la commande et les prestations de tiers.

3.4 – Réception des travaux

Des réceptions partielles seront organisées dès lors qu'un niveau (étage) sera entièrement équipé, le représentant du TITULAIRE fera constater la bonne fin d'exécution par la Caisse des Dépôts.

La réception des travaux doit être faite de façon contradictoire en présence du maître d'ouvrage et du représentant du TITULAIRE.

Si cette réception est prononcée sans réserve, le TITULAIRE devra transmettre sa facturation dans un délai de 10 jours ouvrés.

Si la réception est prononcée « avec réserve », le TITULAIRE se doit d'intervenir dans un délai de 5 jour ouvré pour lever les « réserves ».

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par la Caisse des Dépôts et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge du TITULAIRE, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages d'autres corps d'état.

3.5 - Garanties

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

3.6 - Outillage

Le TITULAIRE fournit à son personnel, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé, afin de mener à bien sa mission et répondre aux exigences du présent cahier des charges.

Le TITULAIRE doit prévoir :

- les équipements de manutention (palans, chariot électrique de manutention...),
- les équipements de sécurité du personnel,
- l'ensemble de l'outillage et des consommables nécessaires à la réalisation des travaux.

Le TITULAIRE veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à la Caisse des Dépôts qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

3.7 - Règles de sécurité

3.7.1 - BIENS

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, aménagements, machines, etc. ne soit pas altéré par les travaux confiés au TITULAIRE.

Il est rigoureusement interdit au personnel du TITULAIRE de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché.

3.7.2 - PERSONNES

Le TITULAIRE instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières.

Le TITULAIRE fait observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- les alarmes et règles de sécurité incendie (réglementation ERP),
- l'encombrement de passages et les plans de circulation,
- les zones interdites,
- l'utilisation des équipements et machines,

- l'utilisation des sources d'énergie,
- les tenues vestimentaires de sécurité,
- les moyens de prévention des risques collectifs ou individuels,
- aux travailleurs isolés,
- aux travaux en dehors des heures normales,

3.7.3 - DISCIPLINE DE CHANTIER

Le TITULAIRE s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre à l'immeuble et au site.

Il sera interdit au personnel du TITULAIRE :

- de s'immiscer de quelque manière que ce soit dans la vie sociale de la Caisse des Dépôts,
- de prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux, ailleurs que dans les locaux prévus à cet effet,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de manquer de respect aux usagers,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

3.8 - Personnel du Titulaire

3.8.1 - Personnel d'intervention

Les personnels d'intervention, en vue de l'exécution des travaux, doivent être préalablement nommément désignés par le TITULAIRE à l'attention de la Caisse des Dépôts. Ils sont les seuls autorisés à intervenir sur les sites pour lesquels le présent marché est effectif.

A cet effet, le TITULAIRE remet à la Caisse des Dépôts la liste nominative de ces intervenants dans les cinq (5) jours ouvrés au moins avant la date de la première intervention. Ils sont les seuls autorisés à intervenir sur le site objet du marché.

Cette liste fournit les qualifications, les habilitations, les agréments et les fonctions attribuées et est complétée par tous les justificatifs attestant des indications portées sur ladite liste : diplôme, habilitation, agrément.

Toute personne se présentant sur le site sans être préalablement annoncée ou ne figurant pas sur la liste, se verra refuser l'accès aux locaux.

La Caisse des Dépôts pourra demander une copie des certificats et attestation des qualifications du personnel d'intervention désigné par le TITULAIRE.

La Caisse des Dépôts se réserve la possibilité, sur production d'un justificatif, de demander le remplacement de tout membre du personnel au titulaire.

Le personnel d'intervention du TITULAIRE est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site.

Le personnel du TITULAIRE doit être en règle vis-à-vis des visites médicales.

3.8.2 - Vêtement de travail

Le TITULAIRE dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, de protection, adapté à son activité et notamment conforme à la réglementation. (EPI)

Tous les personnels du TITULAIRE intervenant sur le site, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise et le badge résident du site.

Aucun agent n'est admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée ou un comportement inapproprié.

4 – Horaires d'intervention

Les heures ouvrées sont les heures normales pendant lesquelles les locaux doivent pouvoir être utilisés suivant leur destination, dans les conditions de sécurité et de confort correspondant aux obligations du marché.

Pour le présent C.C.T.P., les heures ouvrées pour le Site de BORDEAUX sont de 7h00 à 20h00 du lundi au vendredi inclus hors jours fériés.

En dehors de cette période, le site sera considéré hors heures non ouvrées.